

Rapport annuel voté en plénière du 10 décembre 2014

L'agriculture familiale

Déclaration du groupe des associations

Il n'était pas facile, suite à la non adoption par notre assemblée du rapport sur l'état de la France 2013, de reprendre le flambeau pour cette année. Hélène Fauvel l'a fait. Elle a conduit la réflexion avec ce qu'il fallait d'autorité, d'écoute et d'humour pour permettre à nos débats, souvent délicats sur le fond, de se dérouler dans de bonnes conditions et de déboucher sur le rapport soumis à notre assemblée ce jour. Nous la remercions pour son investissement et son ouverture. Nous remercions également les équipes qui l'ont entourée.

Notons en premier lieu que le rapport est audacieux dans sa structure. La première partie sur la situation générale de la France, ponctuée d'une analyse du moral des Français, bénéficie d'une pédagogie bien appropriée pour la compréhension des sujets développés.

Fait inédit pour un rapport du CESE, trois focus sur des sujets prégnants de cette année font l'objet de la seconde partie, tout aussi didactique. Pour notre assemblée, produire une analyse partagée est déjà un pas qui peut permettre aux décideurs d'aller plus avant dans la résolution des problèmes.

Le focus sur les « *évolutions du travail* » présente, suivant une méthode originale mais non moins rigoureuse, des scénarios d'avenir qui ne sont pas des prévisions. Cela a le mérite de nous obliger à dépasser nos propres opinions pour envisager de possibles transformations à venir à partir desquelles il est alors possible d'agir, dans la mesure où les perspectives décrites ne seraient ni souhaitées ni souhaitables.

Au-delà de ses analyses et constats, ce rapport comprend des recommandations importantes. Celles-ci trouvent, semble-t-il, leur fondement commun dans la conviction qu'il faut créer les conditions permettant la mise en place progressive d'un développement « autre » qui n'est possible qu'en prenant appui sur l'existant.

Le groupe des associations souscrit à l'ensemble de ces recommandations. Il tient cependant à mettre l'accent sur quelques-unes d'entre elles : particulièrement, celles mises en avant sur la lutte contre « *le délitement de notre société* ». Maintenir et développer la cohésion sociale, réduire les inégalités, agir en faveur de l'emploi, du logement et d'une plus grande justice fiscale, en adaptant notre modèle social tout en assurant sa pérennité : tels sont les enjeux défendus.

Le second point concerne « *les projets fédérateurs autour d'un nouveau modèle de développement* ». L'économie sociale et solidaire, l'économie numérique, circulaire, collaborative ou encore l'économie verte sont des formes d'économies qui inventent des chemins pour construire ce nouveau modèle de développement. Il faut donc les encourager.

Le groupe des associations a voté le rapport.